

**Acheteur public :** [Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie](#)

**Direction service :** [Direction régionale d'Occitanie et du département de la Haute Garonne](#)

## Cahier des charges administratives particulières

**Numéro de la consultation :** [PACMURET25 – Référence PLACE](#)

**Objet de la consultation :**

[Rénovation thermique \(Mise en place de Pompes à chaleur et d'un système de Gestion  
Technique Centralisée / Gestion Technique du Bâtiment](#)

# Sommaire

<b>1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b>3</b>
Identification.....	3
Objet du marché.....	3
Procédure du marché.....	3
Allotissement.....	3
Lieu d'exécution.....	3
Langue.....	4
<b>2. INTERVENANTS.....</b>	<b>4</b>
Maître d'ouvrage.....	4
Maître d'oeuvre.....	4
Coordonnateur des systèmes de sécurité incendie (SSI).....	4
Contrôleur technique.....	4
Co-activité et coordination des mesures de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS).....	5
Autres intervenants.....	5
<b>3. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>5</b>
Durée et délais.....	5
Modalités d'exécution du marché.....	5
Contrôles et réception des travaux.....	5
Considérations sociales.....	6
Considérations environnementales.....	6
Confidentialité des documents diffusés.....	6
Conflit d'intérêt.....	7
Obligations administratives en cours d'exécution.....	7
Relation Fournisseurs.....	7
<b>4. REGIME FINANCIER.....</b>	<b>8</b>
Monnaie et TVA.....	8
Forme et contenu des prix.....	8
Variation des prix.....	8
Modalités de rémunération du titulaire et de règlement des comptes.....	8
Travaux non prévus.....	9
Prestations similaires.....	9
<b>5. SOUS-TRAITANCE.....</b>	<b>9</b>
<b>6. PENALITES.....</b>	<b>10</b>
<b>7. RECEPTION / REFACTION / GARANTIES / RESILIATION.....</b>	<b>11</b>
<b>8. DIFFERENDS ET LITIGES.....</b>	<b>12</b>
<b>9. DÉROGATIONS.....</b>	<b>12</b>

# 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

## Identification

La procédure est portée par : Ministères de l'Économie et des Finances, de l'Action et des Comptes publics

L'Etat,

Direction ou service : DRFIP 31

Adresse : 34 rue des lois

Code Postal : 31039

Ville : Toulouse Cedex 9

représenté par Béatrice PAILHES – [beatrice.pailhes@dgif.finances.gouv.fr](mailto:beatrice.pailhes@dgif.finances.gouv.fr)

## Objet du marché

L'équipement actuel est en dysfonctionnement et nécessite d'être remplacé.

Le marché est un marché de Travaux .

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Code(s) CPV de la consultation : Valeur principale : 45000000 - Travaux de construction.

## Procédure du marché

Ce marché est passé selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du CCP.

Si les entreprises souhaitent se présenter groupées, elles pourront choisir la forme du groupement conjoint ou solidaire. Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Le présent marché est un marché à prix global et forfaitaire.

Sauf mention contraire dans les pièces particulières, il sera fait application du CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

## Allotissement

Lot unique

## Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution des prestations objets de la consultation est : 31 - Haute-Garonne (FR-31).

CFP de Muret – 159 avenue Jacques Douzans – 31600 Muret

## Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

## **2. INTERVENANTS**

### Maître d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par la DRFIP 31 / Division BIL

Le service en charge de l'opération est **la division BIL**.

### Maître d'oeuvre

La maîtrise d'oeuvre est assurée par **le bureau d'étude SOCOTEC SMART SOLUTIONS**

#### **Mathieu CHAMAND**

**Chef de projet MOE / CVC**

**6 IMPASSE HENRY LE CHATELIER 33700 MERIGNAC**

**mathieu.chamand@socotecsmartsolutions.fr**

**06 14 97 52 43**

La mission de base confiée au maître d'oeuvre porte sur les éléments de mission suivants :

Etudes d'avant-projet (avant-projet sommaire APS et avant-projet définitif APD) et autorisations administratives) ;

Etudes de projet (PRO) ;

Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT) avec la rédaction des pièces techniques du dossier de consultation des entreprises travaux ;

Analyse des offres et rédaction du rapport d'analyse des offres selon formulaires types du maître d'ouvrage. Dans l'éventualité d'une négociation avec les candidats aux marchés de travaux, le maître d'oeuvre participera à cette négociation et intégrera ses préconisations dans le rapport d'analyse des offres ;

Visa ;

Direction de l'exécution du contrat de travaux (DET) ;

Assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la durée de la garantie de parfait achèvement (AOR).

### Coordonnateur des systèmes de sécurité incendie (SSI)

Aucune mission de coordination SSI n'est prévue.

### Contrôleur technique

Société BUREAU VERITAS CONSTRUCTION Représentée par Jean ESCAUT, chargé d'affaire.

Tél. 06 03 85 01 84 - Email. [jean.escaut@bureauveritas.com](mailto:jean.escaut@bureauveritas.com)

Missions confiées : L+LE+SEI+PH+TH+AV

Co-activité et coordination des mesures de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS)

Sans objet dans le cas présent.

Autres intervenants

Sans objet

### 3. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Durée et délais

Nota : sauf mention contraire, tous les délais indiqués dans les documents du marché sont calendaires.

Période de préparation

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG, le délai de la période de préparation part de la date de la notification du marché. Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG, ce délai est fixé comme suit : 30 jours maxi.

Délai d'exécution des travaux

Le délai prévisionnel d'exécution des travaux est de 3 à 4 mois à compter de la date fixée par l'ordre de service, notifié au titulaire, qui prescrira de commencer l'exécution à l'issue de la période de préparation.

Modalités d'exécution du marché

Les modalités d'accès sur le site seront définies lors du mois de préparation du chantier ainsi que toutes les contraintes et exigences en matière de sûreté.

Contrôles et réception des travaux

Au terme des travaux le titulaire doit :

- procéder à l'évacuation de ses déblais ;
- nettoyer les installations ;
- réparer et remettre en état les installations détériorées.

Ces prestations sont effectuées dans le délai d'exécution des travaux.

La procédure de réception des travaux se déroule conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Les documents que doit remettre le titulaire, après exécution des travaux, sont mentionnés à l'article 40 du CCAG-Travaux

Les documents devront être remis dans les délais prescrits par l'article 40 du CCAG- Travaux.

Ces documents sont transmis en 1 exemplaire reproductible à déposer sur site et un envoi dématérialisé à la division BIL.

Dans tous les cas, le titulaire s'assure que les documents qu'il remet après exécution correspondent aux prestations réellement exécutées.

### Considérations sociales

Le présent marché public ne comprend pas de considérations sociales.

### Considérations environnementales

Les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Conformément à l'article n° 19.4 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Les conditions d'exécution des marchés comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

- ⌚ Tri et suivi des déchets,
- ⌚ Consommation raisonnée d'eau et électricité,
- ⌚ Arrêt moteur des véhicules pendant les livraisons,
- ⌚ Utilisation de produits non polluants et durables,
- ⌚ Mise en œuvre de matériel basse consommation.

La maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de contrôler certaines de ces conditions à la fois lors de la remise de l'offre et sur le chantier, en étroite collaboration avec le maître d'oeuvre.

Un critère de sélection est inscrit dans le règlement de consultation – confère le document.

### Confidentialité des documents diffusés

L'attention du titulaire est particulièrement attirée sur les points suivants concernant les lieux d'exécution :

- Il est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par le maître d'ouvrage ou de la personne publique en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

- Les documents ont vocation à être diffusés uniquement dans le cadre de la bonne exécution du projet.

### **Conflit d'intérêt**

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai au maître d'ouvrage toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

### **Obligations administratives en cours d'exécution**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiés au maître d'ouvrage.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

### **Relation Fournisseurs**

#### **Un encadrement des relations contractuelles par la charte de déontologie**

Les fournisseurs peuvent être encouragés à respecter les dispositions de la Charte de déontologie de la Direction des Achats de l'État – Relations fournisseurs et achats responsables RFAR.

Les dispositions de la charte visent notamment à prévenir les risques d'atteinte à la probité et en particulier le favoritisme et la prise illégale d'intérêt.

À ce titre, le ministère souhaite favoriser, encourager et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme S0 20400:2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR).

Le titulaire s'engage à informer le ministère de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR) puis le dépôt d'un dossier de candidature au label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400:2017 dans ses processus internes.

Le Médiateur des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) se proposent de vous accompagner dans cette démarche.

Pour toute information, consultez le site internet : <http://www.rfar.fr>

## 4. REGIME FINANCIER

### Monnaie et TVA

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

### Forme et contenu des prix

Les prix sont globaux et forfaitaires.

### Variation des prix

Les prix sont fermes.

### Modalités de rémunération du titulaire et de règlement des comptes

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, dont le montant des travaux du marché **excède 50 000 € HT**. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé à 5 % du montant initial TTC du marché, si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 5% de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Le taux de l'avance est porté à 30 % pour les entreprises totalisant moins de 250 salariés. Dans ce cas, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 50 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.



Une retenue de 5 % maximum ou de 3 % maximum pour les petites et moyennes entreprises est appliquée sur le montant du marché. La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. Cette garantie à première demande est constituée pour le montant total du marché. En cas d'avenants, elle doit être complétée.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

### Travaux non prévus

Les augmentations limites du montant des travaux par rapport aux montants contractuels initiaux sont fixées à l'article 14.3 du CCAG-Travaux. Au-delà de ces limites, et en complément de l'article 14 du CCAG-Travaux, la poursuite de l'exécution des travaux est subordonnée à la notification d'une décision de poursuivre par le maître d'ouvrage ou son représentant ou à la conclusion d'un avenant.

Les diminutions limites du montant des travaux par rapport aux montants contractuels initiaux sont fixées à l'article 15 du CCAG-Travaux. Au-deçà de ces limites, et en complément de l'article 15 du CCAG-Travaux, la poursuite de l'exécution des travaux est subordonnée à la notification d'une décision de poursuivre par le maître d'ouvrage ou son représentant ou à la conclusion d'un avenant.

En cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire. L'évolution législative ou réglementaire imprévisible doit être en lien avec l'objet du marché le cas échéant. Cette évolution doit avoir un impact sur le droit positif. Le caractère imprévisible est constitué dès lors que les parties n'ont pas pu anticiper cette évolution.

### Prestations similaires

Le maître d'ouvrage peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

## **5. SOUS-TRAITANCE**

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle.

## 6. PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du maître d'ouvrage de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont appliquées sur les acomptes.

Les pénalités s'appliquent sur simple constatation du maître d'oeuvre et/ou du représentant du maître d'ouvrage et sans mise en demeure préalable. L'ensemble des pénalités recensées ci-dessous s'appliquent au montant TTC à rémunérer au titulaire au titre du prochain paiement.

Les pénalités journalières sont calculées en jours calendaires.

En cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux, il est appliqué une pénalité journalière de 100 €.

Les dispositions des articles 19.2.4 et 19.1.3 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

- En cas d'absence à la réunion de chantier, après convocation (les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise), le titulaire encourt une pénalité forfaitaire fixée à 50 €. Est considéré comme absence, sur simple constat de la maîtrise d'oeuvre, tout retard de plus de 30 minutes du représentant du titulaire en capacité de prendre des décisions pour le chantier.

- En cas de retard dans la remise de documents d'exécution (études EXE, demandes autorisations accès, planning, plan de prévention, engagement constructeur garanties performances, plans et autorisations pour les installations de chantier...), après demande du maître d'oeuvre et/ou du représentant du maître d'ouvrage qui précise le délai de communication, le titulaire encourt une pénalité journalière de 50 €.

- Lors des réunions de chantier des documents nécessaires à la bonne exécution des travaux peuvent être demandés. Leur présentation dans le délai imparti est donc primordiale. En cas de non présentation des documents dans les délais demandés, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable une pénalité de 30 € par jour calendaire de retard.

- En cas de retard dans la fourniture des documents (au moment des OPR, sommaire DOE, DOE première version et DOE final, rapport recettages, garanties performances...), le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 50 €.

- En cas de non respect des mesures spécifiques d'intervention prévues au marché, notamment celles fixées par le plan de prévention et/ou par le chef d'établissement (horaires de travaux, sûreté des locaux, règlement intérieur...) et/ou pour la gestion des déchets, le titulaire encourt, sur simple constat du maître d'oeuvre et/ou du représentant du maître d'ouvrage, une pénalité forfaitaire fixée à 100 €.

- Tout fait dû au titulaire mettant en jeu la sécurité des personnes et des biens, entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de 500 € pour chaque constat.

- En cas de non respect des consignes d'utilisation des équipements dans l'exploitation du bâtiment, il est fait application d'une pénalité forfaitaire de 200 € par constat.
- En cas de non respect des consignes d'entretien, balisage, fermeture, des emprises de chantier, stockage, stationnements réservés..., il est fait application d'une pénalité forfaitaire de 200 € par constat.
- Pénalité pour travail dissimulé

Découverte d'un sous-traitant non déclaré : 1 000 € HT par infraction constatée.

Découverte sur le chantier d'un ouvrier, personnel d'encadrement... travaillant pour le titulaire et quelque soit son statut (salarié, sous-traitant, intérimaire, travailleur détaché...) dans l'impossibilité de présenter sa carte individuelle d'identification du BTP : 500 € HT par infraction constatée, accompagnée de l'exclusion du chantier des personnels concernés jusqu'à la présentation de la carte d'identification obligatoire du BTP.

Retard dans la demande d'acceptation d'un sous-traitant, en application de l'article L.8222-6 du code du travail : pénalité journalière de 500 € HT.

Le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à 10 % du montant des travaux dévolus au contrevenant et ne peut dépasser 45 000 €. A défaut de correction des irrégularités dans un délai de 15 jours, le MOA se réserve le droit soit d'appliquer ces pénalités, soit de résilier le marché sans indemnité aux frais et risques de l'entrepreneur.

## 7. RECEPTION / REFACTION / GARANTIES / RESILIATION

La « réception » est l'acte par lequel le représentant du maître d'ouvrage déclare accepter l'ouvrage avec ou sans réserve. Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le représentant du maître d'ouvrage.

Au cas où ces travaux ne seraient pas réalisés dans le délai prescrit, le représentant du maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse.

Par dérogation à l'article 42-2 du CCAG, le maître d'ouvrage se réserve, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, le droit de prendre possession de certains ouvrages ou parties d'ouvrages sans réception partielle dans des conditions fixées par ordre de service.

Réfaction : Si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le représentant du maître d'ouvrage peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une réfaction sur les prix.

Une réfaction de 20% est appliquée sur la rémunération de l'ouvrage et des parties d'ouvrages concernés, en attente d'un accord conclu entre les parties.

Le délai de garantie dit « garantie de parfait achèvement » est fixé à 12 mois. Il est prolongé le cas échéant en application de l'article 44.2 du CCAG de référence. Chaque fois que nécessaire, le maître d'oeuvre invite le titulaire pendant la période de parfait achèvement à effectuer les travaux, reprises ou modifications dus en application de l'article 44 du CCAG de référence. Le maître d'oeuvre procède à une visite de parfait achèvement avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. Le cas échéant, le titulaire est convoqué.

Résiliation : les clauses mentionnées au chapitre 7 du CCAG travaux sont entièrement applicables au marché.

Le maître d'ouvrage peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail le marché sera résilié, aux torts du titulaire selon les dispositions prévues par le CCAG.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5% application par défaut du CCAG.

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

## 8. DIFFERENDS ET LITIGES

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent ou au Médiateur des entreprises, conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à R. 2197-24 du code de la commande publique.

En cas de contentieux né de l'attribution ou de l'exécution du marché, le juge du tribunal administratif de Toulouse, territorialement compétent, est saisi du litige juridictionnel.

## 9. Dérogations

Vous trouverez, ci-dessous, la liste des dérogations au CCAG.

Article du CCAP concerné	Article du CCAG dérogé	Commentaire
--------------------------	------------------------	-------------